

(Initiatives agricoles:) moins de produits locaux, hausses de prix et affaiblissement de la recherche

25.03.2021

D'un coup d'oeil

Le 13 juin, les Suissesses et les Suisses voteront sur l'initiative sur l'interdiction des pesticides et sur l'initiative sur l'eau potable. Les deux propositions promettent une agriculture plus durable, mais leurs exigences sont trop radicales. Les conséquences de leur acceptation ne toucheraient pas seulement l'agriculture et les consommateurs. La Suisse serait également affaiblie en tant que place économique et site d'innovation. Avec les membres de la Communauté d'intérêt (CI) avenir de la protection des plantes, economiesuisse a présenté aujourd'hui à Berne les arguments en faveur d'un double non.

Aux yeux d'economiesuisse, l'initiative d'interdiction des pesticides et celle sur l'eau potable vont beaucoup trop loin. La Suisse ne doit pas viser une plus grande durabilité à coup d'interdictions brutales et de mesures dissuasives extrêmes, mais, au contraire, avec des innovations et du bon sens. Pour de nombreux électeurs, l'abandon des pesticides peut, au premier abord, sembler tentant. Néanmoins, il convient d'envisager ce qui se passerait dans les faits s'ils sont généralement interdits ou si leur utilisation est indirectement bloquée par la menace d'une suppression des paiements directs.

Prix plus élevés pour les produits locaux, désavantages concurrentiels, mesures contre-productives pour le climat

Comme l'ont expliqué aujourd'hui à Berne des représentants de la CI avenir de la protection des plantes, du Forum des consommateurs (KF) Konsumentenforum et des milieux économiques, les deux initiatives entraîneraient une baisse sensible des rendements pour l'agriculture suisse, une hausse des prix des produits locaux et une réduction nette de l'offre mise à disposition des consommateurs. Les prix d'achats des matières premières agricoles augmenteraient massivement ce qui infligerait un net désavantage concurrentiel à l'industrie agroalimentaire suisse. Si l'offre de produits locaux diminue et que les prix augmentent de plus de 50%, les produits suisses seront inévitablement remplacés par des importations ou par le tourisme d'achat. Cela aurait des conséquences graves pour le commerce de détail suisse. Ces initiatives iraient également à l'encontre de la lutte contre le changement climatique: le trafic transfrontalier augmenterait, les distances parcourues s'allongeraient et il faudrait davantage de surfaces et d'énergie pour produire les mêmes quantités. L'adoption de ces initiatives pèserait sur l'approvisionnement en produits locaux de la Suisse – et dans le même temps, la dépendance à l'égard de l'étranger s'accroîtrait.

Violation d'engagements internationaux

Pour le commerce international en particulier, la mise en œuvre de l'initiative sur l'interdiction des pesticides entraînerait d'autres problèmes graves. Selon les initiants, la Suisse devrait s'assurer que les denrées alimentaires importées soient produites sans recourir aux pesticides. Toutefois, cette exigence constituerait une violation manifeste d'engagements internationaux de la Suisse, tels que les accords de l'OMC.

La capacité d'innovation se déplace à l'étranger

Ces deux initiatives entraveraient l'innovation en matière de protection des cultures et bloqueraient ainsi la transition vers une agriculture plus durable. Selon les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ces innovations accroissent considérablement les rendements et réduisent l'impact négatif sur l'environnement. Des produits innovants, dans le domaine de l'agriculture numérique par exemple, permettront de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires. Cela nécessite toutefois des investissements dans la recherche-développement, qui seraient compromis en Suisse en cas d'adoption des initiatives.

Les initiatives agricoles portent atteinte à l'économie d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur. Des agriculteurs et transformateurs de produits alimentaires aux détaillants, restaurateurs, hôteliers et consommateurs, tout le monde serait perdant. Ces initiatives menacent des emplois en Suisse et empêchent une production responsable, durable et locale. Pour toutes ces raisons, economiesuisse soutient la campagne de la CI avenir de la protection des plantes pour le 2 x NON le 13 juin.



Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation